



La dernière règle imposée par les fondamentalistes, selon laquelle la voix des femmes ne doit désormais plus être entendue en public, parachève un « apartheid » de genre dans le pays. Pendant ce temps, la peur, la violence et les problèmes de santé mentale ne cessent de progresser, dans l'indifférence de la communauté internationale.

EL PAÍS



Etre une **femme** en Afghanistan est un **crime**

BEATRIZ LECUMBERRI

Je suis très fatiguée, et je n'ai envie de rien. » La voix douce et timide de Nahid nous parvient de Mazâr-e Charîf, dans le nord de l'Afghanistan. Nahid a 25 ans, mais ce n'est pas son vrai nom. Il devient de plus en plus difficile de trouver des Afghanes prêtes à se confier à des inconnus pour décrire leur quotidien sous le régime des talibans. En août 2021, cette jeune femme était coiffeuse, mais elle a dû arrêter au bout de quelques semaines, par crainte de finir rouée de coups ou arrêtée par les fondamentalistes. « Les jours passent et rien ne change », nous explique-t-elle par téléphone. « J'ai de moins en moins de contacts avec mes amies, et ces nouvelles règles vont nous isoler encore davantage. J'ai peur, même à l'idée de les rencontrer discrètement chez elles pour discuter. J'ai perdu tout espoir de retrouver une vie normale. »

Nahid fait référence à la dernière règle imposée par les fondamentalistes fin août, qui franchit un pas supplémentaire dans l'oppression des femmes. Cette règle interdit aux femmes de faire entendre leur voix en public, de montrer leur visage à l'extérieur de chez elles, de croiser le regard d'un homme étranger à leur famille ou de sortir sans être accompagnées d'un homme. Les ONG, les militants et les Afghanes, dans le pays et en dehors, qualifient cette mesure de « dernier clou du cercueil des femmes ».

Un « apartheid » de genre

Depuis leur retour au pouvoir, le 15 août 2021, les talibans ont publié plus de cent décrets ayant effacé progressivement les femmes de l'espace public. Ils ont fermé les portes de l'éducation aux femmes de plus de 12 ans, une situation inédite dans le monde, et les ont exclues de la plupart des professions et lieux de loisirs. Ils ont

également restreint au maximum leurs mouvements et leur droit à bénéficier d'une aide sanitaire et juridique.

« Aujourd'hui, si vous êtes une femme en Afghanistan, vous ne pouvez pas prendre le taxi sans un accompagnateur masculin, ni parler normalement avec le commerçant qui vous vend de la nourriture », déplore, depuis les Etats-Unis, Fawzia Koofi, ex-députée afghane qui a participé aux négociations de paix avec les talibans avant 2021. « Et si, par exemple, vous êtes veuve et que vous n'avez ni fils ni frère, comment faites-vous ? Les femmes vivent comme des criminelles, elles sont privées de toute dignité. »

Si la communauté internationale semble surprise par ces nouvelles règles, nous ne le sommes pas

Mariam Safi
Directrice de l'Organisation pour la recherche sur les politiques et les études de développement

”

Mariam Safi, directrice de l'Organisation pour la recherche sur les politiques et les études de développement (Drops), qui mène des enquêtes et des études sur les droits de l'homme en Afghanistan grâce à un réseau de collaborateurs locaux, rappelle que c'est la première fois que ces règles, appliquées en pratique par les talibans depuis leur première période au pouvoir (1996-2001), sont officiellement inscrites dans la loi. « Si la communauté internationale semble surprise par ces nouvelles règles, nous ne le sommes pas », nous explique-t-elle de-

puis Toronto. « Nous savions que les talibans ne reculeraient pas et qu'il fallait faire preuve de la plus grande fermeté à leur égard. Pourtant, l'ONU a préféré les amener à la table des négociations pour parler directement avec eux de la situation des femmes. De toute évidence, cela n'a pas fonctionné. »

A leur retour à Kaboul en 2021, après le retrait des troupes étrangères du pays, les talibans avaient promis que les libertés fondamentales seraient respectées, affirmant qu'il leur fallait simplement un peu de temps pour créer un cadre sécurisé dans lequel les femmes pourraient étudier et travailler. La communauté internationale a eu envie de les croire. « Pourtant, après trois années au pouvoir, ils ne semblent pas prêts de partir, ni de tenir leurs promesses », constate Dorothy Estrada Tanck, membre du groupe de travail de l'ONU sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles. « Les pays qui ne reconnaissent pas les talibans en tant que gouvernement mais maintiennent des échanges avec eux pourraient exiger un calendrier. Par exemple : "Vous avez promis d'ouvrir les écoles secondaires : donnez-nous donc une date." Ou encore : "Vous aviez dit que telle mesure serait annulée à moyen terme : dites-nous quand." »

C'est ce groupe de travail de l'ONU qui a corédigé avec Richard Bennett, rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan, le rapport présenté en 2023 au Conseil des droits de l'Homme. Ce rapport concluait que le régime taliban avait instauré un apartheid de genre et une persécution à l'encontre des femmes. En juin, Richard Bennett a une nouvelle fois recommandé que ces exactions soient reconnues comme un crime contre l'humanité. La semaine dernière, les talibans ont interdit au rapporteur d'entrer en Afghanis-

tan. « Si l'apartheid de genre était reconnu comme un crime contre l'humanité, l'Afghanistan en tant qu'Etat mais aussi certaines personnes pourraient être tenus de rendre des comptes », ajoute Dorothy Estrada Tanck.

« Personne ne fait rien, personne ne dit rien »

Hussnia Bakhtiyari, procureure afghane réfugiée en Espagne depuis près de deux ans, a été submergée par l'anxiété ces derniers jours en découvrant, lors d'un appel avec sa famille à Kaboul, que sa sœur de 18 ans avait un œil au beurre noir. « Elle ne voulait pas me dire ce qu'il s'était passé, mais a fini par me raconter qu'un taliban l'avait frappée dans la rue, car il estimait que sa robe était trop courte. Elle lui arrivait à la cheville, mais cela n'était apparemment pas suffisant. » Hussnia a des insomnies en pensant à ses sœurs restées en Afghanistan. « Quels droits reste-t-il aux femmes afghanes avec cette nouvelle loi ? Presque aucun », s'indigne cette femme de 35 ans ayant fait partie d'un groupe de procureures, juges et avocates évacuées et accueillies en Espagne en janvier 2023. « N'était-il pas suffisant de nous interdire d'aller à l'université, au travail, chez le coiffeur ? Mais personne ne fait rien, personne ne dit rien. »

D'après Drops et d'autres ONG, l'interdiction de travailler et d'étudier pour les femmes a pour effet indirect une augmentation des mariages forcés et infantiles, de filles de 12 ou 13 ans. En outre, la peur, le manque de perspectives d'avenir et la pauvreté nuisent dangereusement à leur santé mentale. De nombreuses femmes vivent repliées sur elles-mêmes, sans prononcer le moindre mot, tandis que d'autres souffrent de graves dépressions dans une solitude totale. Certaines, désespérées, ont recours au suicide.

En 2023, Drops a interrogé 2.000 femmes issues de 17 provinces d'Afghanistan sur les dommages psychologiques provoqués par les nouvelles règles des fondamentalistes : 68 % des participantes ont affirmé qu'elles connaissaient dans leur entourage une femme souffrant de troubles mentaux. Or, la santé mentale reste taboue dans un pays musulman où consulter un psychologue n'a jamais été bien vu, et s'avère même impossible aujourd'hui pour une jeune femme. « Les familles étouffent les problèmes et cachent les suicides », affirme Hussnia Bakhtiyari.

De fait, les Afghanes ne sont pas non plus en sécurité dans leur propre foyer. Les ONG opérant dans le pays ont observé une augmentation des violences domestiques contre les femmes et une incompréhension générale face à la disparition de leurs droits. « Ces derniers jours, nous avons discuté avec des femmes de différentes provinces, et nous ressentons chez elles une peur croissante », constate Mariam Safi. « Ce décret aggravera sans aucun doute leurs problèmes psychologiques. Elles y réfléchiront à deux fois avant de sortir de chez elles ou d'aller travailler dans les deux seuls secteurs où leur présence est encore tolérée : la santé et l'éducation des enfants. Leur accompagnateur masculin devra-t-il parler pour elles à l'école ou à l'hôpital ? »

Razea fait partie des nombreuses femmes afghanes qui attendent à Islamabad, capitale du Pakistan, qu'un pays leur accorde la protection internationale. Ces femmes vivent cachées, sans ressources et dans la peur d'être renvoyées en Afghanistan. « Qu'ai-je fui exactement ? », se demande par téléphone cette femme de 31 ans. « A Kandahar, ma ville, un taliban peut frapper à votre porte en pleine nuit, vous violer, vous emmener et vous épouser de force.